



RUSSIE - IRAN

MEMOIRE DE GEOPOLIQUE

LES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET TEHERAN
ENJEUX GEOPOLITQUES ALLIANCES ET RIVALITES

Dans le cadre du séminaire
« La Russie et son environnement géopolitique »

DU LCL MALIKI BOUREIMA

FICHE DOCUMENTAIRE

1- Les relation entre Moscou et Téhéran, enjeux géopolitiques, alliances et rivalités.

2- Lieutenant-Colonel MALIKI Boureima – Terre – Niger.

3- Mars 2003.

4- Division B – Groupe B6

5- L'effondrement de l'Union soviétique et l'émergence d'une Russie indépendante ont entraîné de profonds changements dans la politique étrangère de Moscou, dans les objectifs de sa diplomatie et les conditions de sa mise en œuvre, dans la nature même des relations du pays avec le monde extérieur. La place du Proche-Orient dans l'échelle des priorités diplomatiques a reculé, à l'exception de l'Iran. Les relations entre la Russie et l'Iran ont connu un développement rapide au cours des années 90. La « défiance historique » réciproque que s'éprouvaient ces deux pays fut en effet, au moins partiellement, surmontée durant cette période. Ce processus de rapprochement a révélé une communauté d'intérêts sur de nombreux problèmes internationaux.

6- Mots clés : Iran / Russie / Coopération / Caucase / Caspienne / Pétrole / Relations / Pakistan / Turquie.

Les relations entre Moscou et Téhéran, enjeux géopolitiques,
alliances et rivalités.

SOMMAIRE

1° PARTIE

L'IRAN APRES L'EFFONDREMENT DE L'UNION SOVIETIQUE

NOUVELLES DONNEES STRATEGIQUES

STABILITE DANS LE GOLFE PERSIQUE

VERS UN TRIANGLE STRATEGIQUE : IRAN- TURQUIE- PAKISTAN

IRAN ET RESOLUTION DU CONFLIT AFGHAN

2° PARTIE

ENJEUX CONTEMPORAINS

RELATIONS ECONOMIQUES ET MILITAIRE

RIVALITES AUTOUR DE LA CASPIENNE

IRAN ENTRE MOSCOU ET WASHINGTON

INTRODUCTION

La région du golfe arabo-persique demeure une zone sensible du système international : Le maintien des sanctions contre l'Irak, plus de 10 ans après la fin de la guerre du golfe, le démontre bien. Toutefois, aux yeux des puissances occidentales, et plus particulièrement pour les Etats-Unis, l'Irak n'est pas le seul état préoccupant de la région : il y a également l'Iran.

La révolution de 1979 qui chassa la monarchie des PAHLAVI et permit l'établissement d'un premier régime théocratique islamique chiite, fait que les Etats-Unis considèrent aujourd'hui l'Iran comme un Etat voyou (rogue state). Pourtant, au-delà de la question de la prolifération des armes de destruction massive et du terrorisme, l'Iran est aussi un joueur non négligeable dans le secteur sensible de l'énergie et dans le transport des hydrocarbures de l'Asie centrale et du Caucase. Ainsi, ce Caucase fraîchement restructuré est, pour la Russie, la frontière commune avec l'Iran du 3^e millénaire.

Le souci premier de la Russie contemporaine est de réhabiliter son image dans ces « limes ». Moscou souhaite en effet jouer un rôle majeur dans l'acheminement pétrole de la Caspienne et dans le règlement des nombreux différends qui animent cette région.

Téhéran, après vingt années d'isolement, s'ouvre de façon désordonnée à la recherche de capitaux étrangers et d'une reconnaissance internationale.

Ainsi à l'heure où la Russie annonce officiellement la reprise de ces ventes d'armes, et alors que la visite de Monsieur KHATAMI était annoncée à Moscou en mars 2001, il semble opportun de s'attacher à étudier les relations entre Moscou et Téhéran.

1. L'IRAN APRES L'EFFONDREMENT DE L'UNION SOVIETIQUE

1.1 L'Iran face à un dilemme

L'Iran, en 1992, offre le spectacle d'un pays politiquement fragile. La plupart des observateurs s'accordent à penser que Rafsandjani ne contrôle la situation politique interne que grâce à une répression politique féroce. Volontiers qualifié de "pragmatique", il oscille entre le soutien aux "hommes d'affaires" (bazâri) et les gages qu'il doit consentir aux radicaux. Comme le relève Siyavosh Jouri¹, "ce nouveau gouvernement se caractérise par l'ouverture à l'occident et par la répression. L'idée est de vouloir surmonter la faillite économique de la république islamique grâce à l'aide occidentale". Le paradoxe est que les investisseurs occidentaux hésitent à investir tant qu'ils ne sont pas assurés de la stabilité du pays, et sur la certitude que leurs opérations ne sont pas à la merci du cours des négociations politiques gouvernementales sur des sujets brûlants.

Des projets géants ont vu le jour : un prêt européen de 1,82 milliard de dollars pour la reconstruction du potentiel pétrochimique à Bandar Imam (dont la France a perdu un lot)², la construction d'une importante usine d'aluminium (dont on se demande comment sera écoulee la production). Le tout se déroule dans un contexte de normalisation des contentieux financiers avec les Etats-Unis et la France. Il y a paradoxe car d'un côté la production d'hydrocarbures se poursuit à un rythme soutenu, et de l'autre l'économie du pays offre le spectacle d'un délabrement avancé sur tous les plans, qui ne se justifie pas par les séquelles du conflit Iran-Irak, et est d'autant moins admissible que les exportations pétrolières assurent à Téhéran des ressources non négligeables. Or l'Iran présente un endettement qui devient significatif, associé à des indicateurs économiques et sociaux très préoccupants. Aujourd'hui, on peut qualifier l'économie iranienne d'"économie malade" pour

reprendre les termes de P. Clawson³ alors que le conflit Iran-Irak n'a eu que peu d'impact sur cette dernière. Malheureusement, le régime a adopté une politique macro-économique inverse de ce que cet état de fait exigeait, par un accroissement indu des dépenses face à des recettes fiscales insuffisantes. Les réformes introduites en décembre 1989 ne permettent pas de répondre à ces difficultés. D'autant plus que le train de mesures (augmentation des prix, gel des subventions) se heurte à la contestation des radicaux qui noyautaient le Parlement⁴, alliés aux groupes et intérêts hostiles à la réduction des fonctionnaires, à la dévaluation du rial, à la privatisation de milliers de sociétés. Grèves, émeutes, violences avec les gardes révolutionnaires, témoignent de l'existence d'un trouble social profond⁵.

Ainsi, l'Iran se trouve économiquement, politiquement et socialement face à un dilemme : d'un côté le PNB a "progressé de 2 % en termes réels pendant l'année fiscale 1989-1990"⁶, l'Iran dispose d'un plan dont les grandes lignes devraient déterminer l'évolution économique du pays, mais dont les objectifs, apparaissent complètement irréalistes : un endettement de 27,5 milliards de dollars prévu pour 1995 alors que les investissements annoncés induisent un endettement de 155 milliards de dollars.

L'Iran, qui avait misé habituellement sur une hausse des prix par une limitation de la production, semble à l'automne 92 "avoir changé de stratégie, avec un double objectif : maximiser ses revenus et contester à l'Arabie Saoudite son rôle de chef de file de l'OPEP". Peter Bogin, du CERA, y voit la volonté de l'Iran d'asseoir sa réputation comme puissance régionale"⁷ dans le Golfe et vis-à-vis des Républiques musulmanes de l'ex-URSS.

Le premier semestre de l'année 1992 est donc marqué en Iran, à la fois par le

stratégiques de l'Iran ne peuvent être servies que par l'amélioration des performances économiques. Un premier test a été lancé au début du mois d'août 1992 avec l'annonce par le gouvernement de l'arrêt des subventions aux produits de première nécessité, et de la fin des "carnets de mobilisation économique" créés lors de la guerre Iran-Irak en 1980. Certains observateurs estiment que cette mesure est le prélude à un prochain réajustement du rial, et conforme aux attentes du FMI, elle est interprétée comme un pas vers l'économie de marché.. Le président Rafsandjani, avec les émeutes de mai-juin 1992, est conscient de ce qu'au plan interne la situation sociale est explosive, et manie la carotte et le bâton (création de brigades anti-émeutes le 9 juin, exécutions le 10 juin). Il prend la décision de réduire les importations en raison de la crise de trésorerie. "le déficit de la balance des paiements courants atteignait 2 milliards de dollars à fin 1991..

1.1 Nouvelles données stratégiques

La fin des ambitions au Moyen-Orient et au Maghreb

L'Iran se trouve à présent face à plusieurs défis stratégiques majeurs qui résultent pour partie de la dislocation de l'URSS, et bien sûr aussi du conflit Irak-Koweït. L'extrême prudence de Téhéran pendant cette crise (s'explique notamment par la satisfaction évidente de voir neutraliser le dangereux voisin. Téhéran reçoit par personne interposée une revanche savoureuse. Cette prudence s'explique aussi par la réévaluation complète des forces en présence sur l'échiquier mondial.

La première leçon de la guerre du golfe où l'Iran, sans s'engager, s'est offert le luxe d'une respectable neutralité dont il a perçu les dividendes, est un double constat fondamental : l'émergence d'un nouveau gendarme mondial, les Etats-Unis ; l'effacement de l'URSS comme acteur significatif de la scène internationale. Le

Dans le même temps, l'URSS qui s'était évertuée à paraître agir sur les événements (apparaît comme ayant perdu toute capacité d'action — ou de persuasion — internationale. Pour Téhéran, la révision stratégique qui s'impose est radicale, car tout le paysage, toute la visibilité des clefs de la zone arabo-persique et de l'Asie, sont désormais caducs.

Très symptomatique et douloureux pour Téhéran, le ralliement de la Syrie à la coalition américaine est lourd de sens pour l'avenir. On peut dire sans se tromper que Hafez-El-Assad a été le premier dirigeant du Moyen-Orient à comprendre l'effacement de la posture internationale de l'URSS et à en tirer toutes les conséquences, à commencer par cet engagement apparemment contre nature — mais très payant — et ce au détriment des lignes d'action de Téhéran..

L'affaiblissement puis la disparition de l'URSS de la scène moyen-orientale marque la fin des espoirs de Téhéran d'avoir un quelconque rôle dans le processus israélo-arabe. Car c'est bien l'effondrement soviétique qui a permis l'amorce du processus de paix qui coïncide très exactement avec une révision déchirante de la stratégie de l'OLP et de la plupart des mouvements palestiniens mi-encouragés, mi-contraints d'accepter des négociations avec Israël. Punis d'avoir fait le mauvais choix politique lors de la guerre du Golfe, victimes de la recomposition politique et stratégique qui en a découlé, les Palestiniens se trouvent en position de faiblesse. Ils ne peuvent plus compter sur le soutien politique, financier et militaire de la défunte URSS. Même l'Inde et la Chine, autrefois fidèles soutiens de la cause palestinienne, ouvrent des relations diplomatiques avec Israël et poussent l'OLP à trouver une issue négociée avec Israël.

Pour Téhéran, cette évolution reflète aussi la perte de sa propre influence.

national islamique, souhaite instaurer une véritable république islamique, prémisse d'une "ceinture islamique" du Caire à Rabat. Une récente visite de M. Rafsandjani et de son ministre de la défense à Khartoum à la fin de 1991 s'est traduite par l'octroi d'un financement par Téhéran au Soudan pour l'achat à la Chine de matériel à hauteur de 300 millions de dollars sur deux ans. L'Iran accorderait également une aide économique très importante avec l'envoi de 500 tracteurs, l'établissement de lignes directes aériennes et maritimes, l'offre de 1 million de tonnes de pétrole gratuit par an, et la création d'un port en eau profonde sur les rives de la mer Rouge. L'ampleur d'un tel investissement montre que l'Iran considère le Soudan comme une pièce maîtresse pour sa réinsertion activiste dans la péninsule arabique. La présence iranienne à Karthoum, selon la même source, viserait à vulnérabiliser le flanc ouest de l'Arabie Saoudite et serait également un moyen de pression contre l'Egypte. Cette menace a bien été perçue par Le Caire qui a entamé le 10 février 1992 des conversations avec le Soudan pour "assainir leurs relations". De son côté l'opposition soudanaise accusait le 12 mars suivant l'Ethiopie, l'Iran et la Libye d'assister les forces gouvernementales soudanaises contre l'APLS, et soulignait que 800 Iraniens (gardiens de la Révolution) participeraient aux combats au côté du gouvernement. Le 6 août, l'Egypte lançait un sévère avertissement à l'Iran et au Soudan accusés d'armer les intégristes islamistes.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut placer le soutien accordé par l'Iran à la Libye face aux pressions qui sont exercées sur celle-ci pour son soutien au terrorisme international. L'Ayatollah Kalkhali a affirmé le 1er janvier 1992 le soutien de l'Iran à Tripoli "face aux menaces américaines"⁸.

La victoire électorale du Front Islamique du Salut en Algérie, confisquée depuis, a montré à la fois les prétentions et les limites des incursions possibles de

soutien verbal au FIS, il est difficilement concevable que l'Iran ait une quelconque capacité d'action ou d'influence sur ce dernier..

Cette agitation dissimule bien mal le recul de Téhéran sur le monde arabe. La récente restauration des relations diplomatiques avec Rabat relève plutôt de la très subtile politique du Roi du Maroc et d'une tentative de l'Iran de faire pièce au leadership saoudien. Le seul terrain où une constante présence iranienne se poursuit est la coordination des politiques pétrolières au sein de l'OPEP mais où l'on voit se dessiner un clivage entre l'Arabie Saoudite et les autres producteurs.

1.2 Stabilité dans le Golfe

A l'affût de tout champ d'action, l'Iran a proclamé le 29 juillet 1992, par la voix de Ali Khamenei, sa solidarité avec les musulmans bosniaques et appelé le monde islamique à les défendre. Une concurrence entre Turquie, Iran et Arabie Saoudite (celle-ci est créditée d'avoir envoyé des volontaires en Bosnie) se fait jour. En août, une délégation iranienne a annoncé que l'Iran accorderait un appui en armes. La Turquie s'est déclarée favorable à une action aérienne mais dans le cadre de l'OTAN-CSCE et UEO, tandis que l'Iran, le 5 août, demandait à l'Organisation de la Conférence Islamique une action militaire..

Normalisation dans le golfe persique ?

L'Iran s'emploie à développer ses relations avec les pays du golfe où il compte devenir un acteur de l'équilibre régional. Téhéran a donc tiré de la guerre Irak-Koweït la conclusion que les Etats-Unis sont la première puissance de la région et que le poids grandissant de Washington exige d'être contrebalancé par d'autres pôles, d'autres acteurs. Téhéran se considère comme l'un d'eux et pas des moindres.

différents projets, dont la proposition iranienne, ne sont même pas évoqués dans le communiqué final. Ceci témoigne de l'absence de consensus parmi les membres en matière de défense. Comme le relève un observateur, les avis demeurent partagés sur l'ouverture vers Téhéran esquissée au précédent sommet de Doha : "Le Qatar qui a conclu récemment avec l'Iran d'importants accords est en faveur d'une coopération étroite avec la République islamique, attitude partagée par le sultanat d'Oman et les Emirats Arabes Unis. Mais l'Arabie Saoudite et Bahreïn sont prudemment méfiants et souhaitent que le régime iranien fasse d'abord la preuve de sa stabilité avant d'envisager de conclure avec lui des rapports durables éventuellement militaires"⁹. La même source poursuit : "après les entretiens qu'a eus récemment à Qatar le président Rafsandjani avec l'émir Cheikh Khalifa le ton peu chaleureux du communiqué final évoquant la nécessité d'améliorer les relations avec l'Iran a manifestement déçu les observateurs iraniens présents au Koweït". La forte résistance de Ryad est un frein durable aux ambitions de Téhéran.

Dans le même temps, Téhéran soutient le Qatar dans son différend avec l'Arabie Saoudite, tout en plaidant pour des solutions négociées. L'Iran risque d'inquiéter ceux qui souhaiteraient l'intégrer dans un système de sécurité collective, mais sait jouer avec l'exaspération que suscite Ryad chez ses voisins.

La confirmation par la Russie, le 24 septembre 1992, de la vente de 3 sous-marins conventionnels à l'Iran, dont l'un a été acheminé dans le Golfe, est de nature à bouleverser l'équilibre régional, l'Iran étant le premier Etat du Golfe à en posséder. Ceci a provoqué l'envoi du sous-marin américain Topkepa en mer Rouge en octobre, puis dans le golfe Persique en novembre à titre de première mesure.

Vis-à-vis de l'Irak, on peut noter que l'Iran poursuit sa politique d'attentisme

Dans le même ordre d'idées, Téhéran faisait savoir au cours de l'été 1992 son intention d'accueillir 5 000 réfugiés irakiens à la demande des Nations-Unies, pour se poser en puissance régionale "responsable". Mais un dossier préoccupe Téhéran, partagé avec la Turquie : le problème kurde. L'afflux de réfugiés à la frontière iranienne en décembre 1991 oblige Turcs et Iraniens à coopérer à la solution de cet épineux conflit. ". La présence de milliers de réfugiés kurdes en Iran est considérée comme un moyen de pression pour Téhéran sur le Kurdistan. L'hostilité des Kurdes à un régime islamique est une donnée à ne pas oublier.

1.3 Vers un triangle stratégique Iran- Turquie- Pakistan

Les bouleversements intervenus en Asie centrale où Turcs et Iraniens sont en position de challengers, mais manifestent un souci aigu d'éviter tout ce qui pourrait conduire à des remises en cause frontalières, amènent à s'interroger sur l'existence et la nature d'un axe Iran-Turquie-Pakistan. Parler d'axe stratégique est très probablement exagéré. En revanche les convergences d'intérêts non seulement bilatéraux mais trilatéraux révèlent des signes de solidarité qui s'expriment sur plusieurs registres. Toutefois, ces convergences peuvent être contrariées par des situations de concurrence.

La dislocation de la défunte URSS a permis à la Turquie d'affirmer au grand jour sa volonté de devenir une véritable puissance régionale, ambition déjà largement perceptible, , à l'issue de la guerre du golfe. Longtemps caressé par le Président Turgut Ozal¹⁰, le projet de zone de Coopération Economique de la mer Noire s'est concrétisé le 3 février 1992 par la création officielle de cette dernière lors de la conférence constitutive d'Istanbul. Rassemblant initialement neuf états (Azerbaïdjan, Arménie, Russie, Ukraine, Roumanie, Bulgarie, Moldavie, Georgie,

européenne". Les objectifs annoncés sont la mise en place de nombreux accords dans les domaines les plus variés (circulation des biens et des personnes, agriculture, énergie, transports) et à plus longue échéance la création d'une banque d'investissements et de commerce extérieur de la zone. Le 25 juin, onze chefs d'Etat et de gouvernement signent l'acte fondateur de la CEN dont la Turquie devait assurer la première présidence pour 6 mois.

La Turquie présente cette réalisation comme le moyen de créer un espace de stabilité politique régionale, facilitant son ancrage à l'occident, par le biais de l'intégration économique et commerciale. Parallèlement, la Turquie déploie des efforts pour organiser l'assistance économique et financière vers le Caucase, et apparaît peu à peu comme un "tremplin" de l'aide occidentale même si ces opérations sont au service des intérêts turcs bien compris. On perçoit tout de suite qu'en cela Ankara se pose en rival de Téhéran, d'abord sur l'Asie centrale. Or cette région est justement le lieu de rencontre, rivalités, conflictualités historiques entre le monde turc et celui de la Perse. Pour Téhéran c'est un défi direct.

L'Iran a dénoncé cette opération comme un outil au service des Etats-Unis, tandis que Téhéran ne parvient pas à lancer sa communauté de la mer Caspienne. La portée stratégique et politique de cette initiative est considérable, pour peu qu'elle ne soit pas victime des âpres divisions locales. Elle ne s'arrête pas aux voisins balkaniques et d'Asie centrale. Elle doit être replacée dans la nouvelle posture que la Turquie entend occuper dans l'équilibre régional qui s'étend fort loin. Le pouvoir régional turc en gestation croise en effet la posture iranienne en direction du golfe. Et là aussi, c'est un terrain de concurrence et de convergences stratégiques pour Ankara et Téhéran où certains de leurs intérêts fondamentaux se croisent en s'opposent, et d'autres convergent.

premier ministre Mohamed Nawaz Sharif a déclaré : "Les pays islamiques doivent s'efforcer d'utiliser davantage leur potentiel pour créer une entité islamique puissante". La rivalité Iran-Turquie apparaît donc clairement tandis qu'un axe privilégié Téhéran-Islamabad se dessine sans pour autant réduire à néant les relations trilatérales. On l'a vu lors du sommet des Républiques d'Asie centrale d'Achkhabad qui s'est transformé en session de l'ECO où Iran et Turquie ont étalé leur rivalité.

Triangle fragile et peu réaliste ?

Quelques symptômes nous obligent à nous demander si l'on assiste ou pas à l'émergence d'un axe stratégique trilatéral Turquie-Iran-Pakistan ou à un croisement d'axes bilatéraux qui pourraient être à l'origine d'un nouveau système régional. La première vision est attestée par les réflexions du Conseil de Coopération du Golfe sur un très éventuel pacte de défense comprenant le Pakistan, la Turquie et l'Iran, qui serait financé par les Saoudiens. Le ministre des Affaires étrangères iranien, à propos des perspectives à long terme de la sécurité régionale, avait déclaré à la fin 1990 que l'Iran, le Pakistan et la Turquie pouvaient assurer la sécurité du Golfe¹¹. La Turquie, à la différence de l'Iran, souhaite le maintien de la présence américaine dans cette région ; mais malgré ces divergences, les trois pays ont poursuivi leurs consultations au cours de l'été 1991, sans résultat concret. Deux raisons conduisent à minimiser l'émergence d'un axe stratégique trilatéral. La modicité des réalisations atteste que les divergences en matière de sécurité sont trop importantes pour qu'il existe de façon significative. Au demeurant, s'il montait en puissance, il ne manquerait pas d'inquiéter non seulement ses voisins mais au premier chef les Etats-Unis. En second lieu, cet axe, à supposer qu'il existe, est mis à mal par la rivalité Iran-Turquie tant en Asie centrale que sur le Golfe. Force est de constater

exagéré. Mieux vaut y voir la communauté de destin pour deux Etats qui présentent des problèmes communs.

L'axe Téhéran - Islamabad

Iran et Pakistan ont bien des points communs. Le moindre n'est pas leur situation économique désastreuse. Dans ce couple, le Pakistan est demandeur. Sa survie économique dépend de l'aide américaine mais aussi de la poursuite du soutien de l'Arabie Saoudite — et de l'Iran. Islamabad est soumis à de fortes pressions du FMI pour réduire son déficit budgétaire, abaisser ses barrières douanières, privatiser ses entreprises¹². L'économie pakistanaise qui a connu un décollage dans les années 1980, avec des exportations passant de 2,8 milliards de dollars en 1980 à plus de 5 milliards en 1989, avec un PNB croissant de 6 % pendant cette période, connaît deux handicaps très lourds : le ralentissement causé par la guerre du golfe avec le tarissement des devises envoyées par les expatriés, l'arrêt des exportations vers le Koweït et vers l'Irak, et surtout, le fardeau de la dette extérieure.

Le Pakistan a des besoins criants de trésorerie, comme l'Iran, alors qu'il traverse une zone de turbulences politiques, ethniques tant internes qu'extérieures. L'axe Iran-Pakistan s'exprime par une coopération économique qui prend un sens nouveau avec la menace de suspension de l'aide américaine à Islamabad. Plusieurs données illustrent les difficultés du Pakistan et par le fait même renforcent sa solidarité avec l'Iran, sans parler de l'islamisation du pouvoir.

La fin du conflit afghan, l'écroulement de l'URSS ont considérablement modifié la posture du Pakistan. Le Pakistan avait tiré profit du conflit afghan où Islamabad incarnait le rôle de défense anti-soviétique. Il y gagnait l'assistance

puissant voisin, alors que New-Delhi a accepté plusieurs signes de détente (accords sur le non-emploi d'armes chimiques et nucléaires, etc.). L'Inde, qui a contracté des accords technologiques avec la Russie (ce qui lui vaut des sanctions américaines) suit avec inquiétude le développement du potentiel nucléaire de son voisin.

Il apparaît aujourd'hui que l'Iran et le Pakistan partagent la volonté de devenir un pôle régional et que l'outil nucléaire est l'attribut sine qua non de cette puissance. Bombe "islamique" ? Ce que recouvre ce vocable n'est pas clair. La coloration "islamique" est plus manifeste à Téhéran qu'à Islamabad.

Redistribution des cartes autour de l'Afghanistan

Il est paradoxal de noter que le bouleversement lié à la dislocation de l'URSS, la reprise d'un certain leadership russe sur les ruines de la défunte Union, le pourrissement du conflit afghan, génèrent d'autres liens qui se superposent et interagissent avec l'axe trilatéral que nous venons d'évoquer.

Après son retrait d'Afghanistan, l'effondrement de l'ex-URSS a conduit à une redistribution des cartes. Les Etats-Unis et la défunte URSS ayant convenu de mettre un terme à l'appui fourni aux parties au conflit, les protagonistes et voisins sont contraints de réviser leurs options. Le Pakistan souhaite désormais favoriser une solution politique au conflit.

On assiste donc à un redéploiement des relations entre les acteurs de la région : républiques du sud ex-soviétiques, Afghanistan - Pakistan - Iran. La zone contrôlée par le commandant Massoud en est le témoin. A la fin de 1992 "une route carrossable vers Chitral devrait entrer en service, faisant de la région un couloir pour le commerce entre le Pakistan et les républiques d'Asie centrale ex-

Téhéran, tout en soutenant Massoud et en confortant son implantation chez les Hagaras chiites, s'emploie à la fois à encourager un règlement politique pour stabiliser l'Afghanistan et éviter une explosion qui risque de s'étendre, et simultanément chercher à limiter les ambitions d'Islamabad. L'Iran veut aussi préserver ses visées sur le Caucase.

Le croissant d'or de la drogue

Sur ce tissu de relations se calque un autre axe, celui de la drogue. Bien qu'assis sur des traditions solidement établies, l'ébranlement de la zone lui fait connaître un essor sans précédent. La croissance de ces échanges est très largement causée par l'effritement de l'autorité de chacun des états en présence. On estime que les recettes du trafic de drogue représentent l'équivalent des exportations du Pakistan. Malgré les efforts des autorités d'Islamabad qui ont effectué des saisies-record de drogue au cours de l'automne 1991, il est permis de penser que ce trafic échappe à tout contrôle et qu'à travers les imbrications tribales il est devenu un Etat dans les Etats de la zone. Plusieurs raisons expliquent cette situation.

Au premier chef, l'affaiblissement des structures étatiques de l'Iran, du Pakistan, et l'effacement de celles de l'ex-URSS (au profit de celles de la Russie et des autres républiques) a permis l'expansion des circuits de la région à telle enseigne qu'on parle à présent de Nouveau Triangle d'Or. Nous sommes en présence d'une véritable économie parallèle où le secteur nord-iranien est alimenté pour près de la moitié de ses ressources par ces juteux échanges. Il ne s'agit pas d'un phénomène véritablement inédit. Le deuxième facteur d'expansion de la drogue est qu'elle sert à financer les activités des mouvements islamistes dans l'ensemble de la zone. De ce point de vue, on comprend les ressorts de la contagion

le long de la frontière Afghanistan-Pakistan¹⁴. Les chefs des différents mouvements en tirent profit, soit par la perception d'une dîme, soit en y prenant une part directe :: la drogue est bel et bien une donnée économique de la zone.

La fin du conflit posera aux partisans de Hekmatyar de difficiles problèmes de reconversion économique. A moins que les uns et les autres ne s'entendent sur un partage de zones d'influence.

1.4 L'IRAN ET LA RÉOLUTION DU CONFLIT

Plus d'échanges avec les Républiques de l'ex-URSS

Lorsqu'elle surviendra véritablement, la fin du conflit afghan aura à l'évidence pour conséquence une impulsion nouvelle dans les échanges économiques avec la Russie comme avec les autres Républiques. Ces derniers n'avaient jamais cessé car l'Iran a toujours été pour l'URSS un partenaire nécessaire. Même en période d'hostilité, Moscou n'a jamais voulu couper les ponts avec Téhéran. En 1985, en plein conflit afghan, Moscou avait même conclu un accord de coopération militaire avec Téhéran pour la formation d'officiers de l'armée de l'air iranienne dans les académies militaires soviétiques ! Moscou tenait à conserver plusieurs fers au feu, tandis que Téhéran souhaitait déjà s'affranchir de la contrainte du quasi-monopole de l'armement d'origine américaine. Amorcé depuis cette période, le développement des relations n'a cessé de s'amplifier.

Il est significatif qu'en dehors de quelques grands projets industriels (sidérurgie, mécanique) qui ne se sont jamais véritablement concrétisés, les échanges de Téhéran avec l'ex-URSS présentent un caractère structurellement limité dans leur nature et surtout dans leur spectre. En gros : pétrole/gaz contre matériel

compensation. D'une certaine façon l'ex-URSS et l'Iran sont en concurrence pour écouler leurs hydrocarbures, ceci à un moment où l'ex-URSS connaît une diminution régulière de sa production tout en étant à l'affût de devises.

Le déficit de la production de l'ex-URSS par rapport aux besoins (la consommation interne est sacrifiée sur l'autel des exportations) est un des moteurs actuels des échanges d'hydrocarbures entre l'Iran et les Républiques. L'Ukraine, qui s'emploie à desserrer ses liens avec la Russie a signé avec l'Iran le 29 janvier 1992 un accord de livraison de gaz et de pétrole qui lui assurerait 3 milliards de mètres cubes de gaz et 4 millions de tonnes de pétrole, pour son usage propre¹⁵. Bien que les termes de l'échange ne soient pas divulgués, on ne saurait exclure que ces produits soient payés par du matériel militaire.

On peut donc constater que, d'un point de vue global, la structure des échanges Iran/ex URSS est stable mais que la conjoncture tend depuis deux ans à les intensifier alors même que les fractures structurelles qui les limitent restent également inchangées. Les Iraniens avaient signé il y a un peu plus de deux ans un contrat de 6 milliards de dollars avec l'URSS pour la fourniture de gaz contre du matériel militaire. Le 17 décembre 1991, lors de la rencontre Primakov/Rafsandjani, il a été convenu que les deux tiers du gaz seraient payés en armement dans le cadre de la fourniture de 3 milliards de m³ de gaz, et que ceci serait porté à 6 milliards de m³ si le paiement était effectué en devises. A l'évidence un tel objectif est impossible puisque l'ex-URSS et a fortiori les nouvelles Républiques tout comme l'Iran sont à la recherche de devises. Les deux entités se trouvent de ce point de vue en situation de concurrence. La désintégration du centre soviétique accentue une tendance lourde déjà inscrite dans ces échanges : le gaz naturel iranien est principalement distribué aux Républiques du Caucase. Il en découle une surabondance

Une des nouveautés de la période récente est la décentralisation de ces échanges non seulement du côté des Républiques de l'ex-URSS, mais aussi au niveau des autorités locales iraniennes, ce qui atteste la volonté de Téhéran de constituer peu à peu une zone économique de coopération "islamique", comme nous l'avons évoqué plus haut. C'est ainsi qu'au cours des mois de novembre et décembre 1991 le Turkménistan a signé conjointement avec le gouvernement de Téhéran et les autorités provinciales du Khorassan iranien¹⁶ un protocole économique et financier "portant sur l'échange de consuls et d'experts agricoles, la création d'une compagnie de transports, la réouverture de postes frontaliers... la construction de trois usines de transformation de sucre, pour un montant de 70 millions de dollars, financé par un troc de coton". Selon les mêmes sources, outre la construction d'une voie ferrée, le Turkménistan devait également se rapprocher de l'ECO.

Si l'on regarde sur une plus longue période, on assiste donc, comme le relève Roland Lomme¹⁷, à une reprise des liens de l'URSS avec l'Iran depuis 1987, et plus encore depuis 1989 après la victoire de l'Irak sur Téhéran en 1988, reprise concrétisée par la livraison en 1990 de chars T 72 et MIG 29 en échange de la modération iranienne dans le conflit afghan et la crise caucasienne. A l'évidence, la Russie cherche à maintenir ses options. Mais l'effondrement institutionnel de la défunte URSS a brouillé la vision de l'Iran qui se trouve face à une pluralité d'interlocuteurs dont la pérennité n'est pas assurée.

C'est une des raisons supplémentaires pour l'Iran de promouvoir une politique régionale où il se verrait bien comme l'un des pôles attirant à lui ses voisins naturels (les Républiques) qui sont en position de demandeurs, et coalisant ces positions avec des Etats qui souhaitent à la fois ne pas laisser un vide au profit

conventionnel et chimique non négligeable et un programme nucléaire plus avancé que prévu ? Ou bien, est-il l'outil que Téhéran considère comme indispensable à son statut de puissance régionale ?

L'effondrement de l'union soviétique et l'émergence d'une Russie indépendante ont entraîné de profonds changements dans la politique étrangère de Moscou, dans les objectifs de sa diplomatie et les conditions de sa mise en œuvre, dans la nature même des relations du pays avec le monde extérieur. La place du Proche-Orient dans l'échelle des priorités diplomatique a reculé, à l'exception de l'Iran.

* *

2 ENJEUX CONTEMPORAINS

En septembre 2002, le président Poutine a affirmé à son homologue, Monsieur Khatami, qu'il considérait Téhéran « comme un partenaire stratégique et comme un acteur clé au Moyen-Orient. Cette déclaration officielle dans ce sommet ou l'Iran a affirmé devoir être traité à l'égal des autres nations illustre parfaitement le renouveau des relations entre Moscou et Téhéran. Le 28 décembre 2000, les ministres de la défense russe et iranien ouvraient ce que Monsieur Igor Sergueiev a appelé un « nouveau chapitre » dans les relations de coopération bilatérales entre les deux pays.

Entre les deux pays, outre des convergences sur des sujets régionaux sensibles, une coopération politique, scientifique, technique et militaire est relancée.

Si cet exemple illustre dans l'histoire des relations séculaires un des aspects de l'identité de vue des deux pays, les facteurs de convergence contemporains s'articulent autour d'intérêts communs dans le domaine de l'exploitation du pétrole, mais aussi de leur détermination commune à s'opposer à la superpuissance américaine et ses alliés, ce qui les conduit naturellement à des rapprochements économiques et militaires arrangés

la retenue dont a fait preuve Téhéran dans sa politique à l'égard des nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale et de transcaucasie ont été particulièrement importants aux yeux de la partie russe. Une coopération constructive s'est mise en place entre la Russie et l'Iran en ce qui concerne le règlement du conflit tadjik. Leur contribution positive à la réconciliation nationale au tadjikistan a d'ailleurs été reconnue par la communauté internationale. On constate la même compréhension mutuelle sur le dossier du Haut-Karabakh .

Le dialogue politique entre la Russie et l'Iran a acquis une grande constance, ce dont témoigne, entre autres, les fréquentes rencontres entre les deux ministres des affaires étrangères des deux pays. Ce processus de rapprochement a révélé une communauté d'intérêts sur de nombreux problèmes internationaux. Les déclarations de responsables russes et iraniens sur la nécessité d'œuvrer à la constitution d'un monde multipolaire n'en sont que l'une des nombreuses manifestations. La Russie a toutefois veillé à ce que son rapprochement avec l'Iran ne soit pas perçu comme dirigé contre les intérêts d'un tiers. Elle ne s'est ainsi jamais associée à la rhétorique violemment antiaméricaine de la faction la plus conservatrice de l'establishment iranien. Au cours de la visite du président Eltsine au Etats-Unis et lors des réunions de la commission Gore-Tchernomyrdine, les deux parties parvinrent à un accord aux termes duquel la Russie s'engageait à s'interdire désormais toute livraison d'armes à Téhéran.

Parmi les principaux dossiers sur lesquels coïncident les intérêts russes et iraniens au Proche-Orient et en Eurasie, il convient de mentionner plus particulièrement :

- la stabilité régionale, la préservation d'une atmosphère de bon voisinage et de coopération ;
- la mise en place d'échanges commerciaux mutuellement avantageux entre eux et avec l'ensemble des pays de la zone ;

la prévention et le règlement des conflits ;

On doit cependant noter que, sur un certain nombre de questions, comme la crise du Kosovo ou le processus de la paix, les positions de Moscou et de Téhéran présentent de sérieuses divergences. On ne peut pas non plus affirmer que leur approche du dossier de la caspienne soit identique. Sur ce dernier point, les deux pays étaient convenus, il y a quelques années, de la nécessité d'élaborer un nouveau statut juridique en se fondant sur le principe du condominium et de l'égal accès des pays souverains aux richesses de la caspienne. Mais, depuis, leurs positions ont évolué. La Russie a signé, en juillet 1998, un accord de partage avec le Kazakhstan, et l'Iran semble désormais favorable à un partage des fonds marins. En outre, les officiels iraniens, craignant que la caspienne ne devienne la « sphère des intérêts vitaux » de pays tiers (notamment des Etats-Unis), prouvent une démilitarisation de la caspienne, idée que Moscou ne soutient pas.

Les richesses pétrolières et minières que partagent les anciennes républiques du sud du Caucase expliquent aussi l'existence de crises latentes et récurrentes.

2.2 Rivalité autour de la mer Caspienne

La région de la Mer Caspienne est le point de rencontre des intérêts géostratégiques de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, sans oublier la Chine qui, bien qu'assez lointaine soit susceptible de devenir un protagoniste de taille dans la région. La concurrence entre ces différents acteurs repose non seulement sur la perspective de bénéfices géopolitiques et économiques futurs, mais aussi sur l'espoir de recouvrer un rôle dominant sur le plan politique ou culturel que chacun des protagonistes a déjà exercé dans le passé.

L'influence occidentale dans la région est presque exclusivement américaine et repose sur le constat que l'Amérique est bien trop éloignée pour occuper une position dominante dans la région mais trop puissante pour ne pas s'y engager. Son principal intérêt est qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace et que la

L'acteur visé en premier lieu est la Russie. Elle perçoit sa sécurité comme étroitement liée aux développements d'une zone qu'elle considère comme son " étranger proche " et qu'elle s'efforce de maintenir dans un état de dépendance. La politique régionale russe est avant tout une tentative pour concilier ses impératifs sécuritaires et les opportunités que ne manquerait pas d'offrir un développement rapide du secteur énergétique à condition que les bénéficiaires soient des entreprises russes.

La politique américaine dans la région affiche un triple objectif :

Assurer la stabilité politique et économique des nouveaux États souverains ;

favoriser la résolution des conflits ;

créer un corridor permettant aux hydrocarbures de la Caspienne de parvenir aux marchés occidentaux.

Les États-Unis sont partagés entre leur volonté de contrarier une éventuelle suprématie russe dans la région et leur souhait de favoriser la transformation démocratique et le développement économique de la Russie.

Leur action dans la région consiste essentiellement à maintenir l'Iran hors du jeu pour l'empêcher de devenir la voie de désenclavement et promouvoir la solution turque. Ils estiment en effet impératif de lier la Turquie le plus étroitement possible à l'Occident ce qui, ajouté à une diversification des approvisionnements d'Israël, de l'Égypte et des territoires palestiniens aujourd'hui totalement dépendants des États du Golfe, contribuerait à la stabilité du pourtour méditerranéen.

Cependant la politique d'isolement de l'Iran a pour effet de renforcer l'axe Moscou-Téhéran ce qui nuit aux intérêts turcs.

L'avancée américaine ne rencontre toutefois guère d'obstacle car il n'y a pas de perspectives de constitution de nouveaux blocs ou de nouvelles alliances régionales.

L'influence russe est en déclin, tandis que ni l'Iran, ni la Turquie n'ont fait de réelle percée. Levant le voile (politiquement correcte et économiquement rentable) du

Les actions de ces compagnies répondent aux aspirations des républiques musulmanes qui, pour sortir leur production de produits gaziers et pétroliers de l'enclavement et de l'orbite russe, comptent sur les pays occidentaux, qu'il s'agisse d'ouvrir de nouvelles voies (Caucase, Turquie, Afghanistan) ou de garantir les anciennes (Caucase, Russie). Ces républiques ne souhaitent en particulier pas se trouver liées à de nouvelles organisations régionales contraignantes.

Le Kazakhstan attire les investissements américains (Chevron) et japonais.

En Ouzbékistan, les relations avec la Turquie, très froides jusqu'en 1994 se sont normalisées mais les Turcs ont moins de facilités dans le domaine éducatif et religieux que les autres républiques " turcophones ". Tachkent joue ouvertement la carte américaine et réciproquement. Les délégations de haut niveau se succèdent et un accord de coopération militaire est intervenu dans le cadre du programme américain IMET.

Le Turkménistan cherche à se désenclaver à travers l'Iran, ce qui provoque l'hostilité américaine. Une solution de substitution est un gazoduc au travers de l'Afghanistan construit par la société américaine Unocal avec l'apport de la société saoudienne Delta.

L'Azerbaïdjan compte aussi sur les cartes pétrolières et américaines pour assurer son indépendance réelle. Son problème majeur est l'occupation d'un cinquième de son territoire par les Arméniens. Doutant d'un accord sous égide russe, les Azéris comptent plutôt sur une médiation américaine directe.

Si quelques compagnies britanniques sont implantées dans la région, en association avec les Américains, l'Europe y est assez peu présente. Elle aurait cependant intérêt à contrôler ce qui s'y passe. En effet, la région constitue un passage privilégié pour la contrebande à destination de l'Europe et sa déstabilisation compromettrait les positions des européens dans leur dialogue avec la Russie et le Moyen-Orient.

Énergétique, financier, géostratégique, chaque point soulevé à propos de la région Caspienne, fait apparaître la difficulté d'adopter une attitude claire et licite en raison

L'effondrement de l'Union soviétique a permis à la zone de la Mer Caspienne, ancien " lac " soviétique, de devenir une mer, bordée de pays indépendants jouant chacun leur propre jeu. Cette réouverture a été immédiatement exploitée par les grandes compagnies pétrolières internationales, encouragées par les nouveaux États qui ont vu dans la " manne " pétrolière et gazière une opportunité de solution à leurs problèmes. Un engouement en a résulté, particulièrement médiatisé aux États-Unis.

Sur le plan énergétique, la Mer Caspienne ne constitue cependant pas un " nouveau Golfe ". Tout au plus, en termes de réserves prouvées et de capacités de production, représente-t-elle un potentiel éventuellement comparable à celui de la Mer du nord. L'enjeu n'en demeure pas moins considérable mais il doit être nuancé. Il s'agit ici d'une " Mer du Nord " enclavée, dépourvue d'accès direct au marché international et située dans une zone particulièrement sensible et instable.

Les deux questions que suscite cette région portent donc sur le choix des voies d'évacuation de ses productions et l'évaluation de son équilibre géopolitique. Elles sont évidemment liées. La " voie Ouest " est fortement soutenue par les États-Unis, qui s'appuient sur la Turquie, leur alliée traditionnelle dans la région, et l'Azerbaïdjan. Leur objectif est double : maintenir hors-jeu l'Iran et contenir la Russie en enfonçant un coin dans son flanc sud. C'est la " voie Nord " que la Russie cherche à imposer afin de reprendre le contrôle de la zone et de ses ressources. Elle la considère, au minimum comme entrant dans une sphère naturelle d'influence, de son "étranger proche", voire comme faisant légitimement partie de son propre territoire.

La " voie sud " passe par l'Iran. La plus directe, la plus économique, elle est aussi politiquement la plus problématique. Les intérêts de l'Iran convergent ici avec ceux de la Russie. L'objectif qu'il poursuit est en effet de contrer la stratégie d'isolement qui lui est imposée par les États-Unis. Il entend également empêcher l'émergence d'un axe turco-arabique qui romprait l'équilibre régional et fournirait un modèle de

règles du jeu sont parfois difficiles à isoler, force est cependant de constater que des facteurs objectifs tendent à présenter leurs atouts respectifs comme des arguments solides de coopération que les dernières officielles des autorités confirment.

2.3 l'Iran entre Moscou et Washington

Il y a quelques mois, la communauté internationale saluait le nouveau partenariat entre la Russie et l'occident comme un événement historique; aujourd'hui l'euphorie a déjà changé. Une série d'annonces faites par Moscou sur les projets de coopération avec les pays que le président Bush a défini comme composants un « axe du mal » (Corée du Nord, Iraq, Iran) peuvent changer les rapports entre Poutine et Bush .

Un des projets , consiste à la réalisation d'un bâtiment de nouveaux réacteurs nucléaires en Iran. Cette ouverture russe a beaucoup irrité les conseillers les plus proches au président Bush, qui se disent soucieux du fait que le nouveau partenariat n'apporte aucun soutien à la politique de l'administration américaine.

Avec une déclaration qui rappelle les tons de la guerre froide, le secrétaire à la défense américain , D. Rumsfeld , a affirmé que l'attitude de Moscou face aux pays estimé « ennemis » pourrait sérieusement couper les perspectives de coopération diplomatique et économique avec les Etats-Unis.

Des sources russes ont cependant souligné que la politique du président Poutine est tout à fait cohérente avec la ligne diplomatique russe.

On s'en souvient ; les liens diplomatiques de l'Iran et des Etats-Unis avaient été rompu en 1980. La prise d'otages de l'ambassade américaine par les étudiants et 444 jours de détention pour 52 otages, ont marqué les consciences et stigmatisé les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis. Si le but des américains, selon les thèses de Monsieur Brzezinski 1, consiste à « asseoir et renforcer le rôle dominant des Etats-Unis comme première puissance mondiale » il s'agit en fait pour les Etats-Unis d'empêcher

ils se efforcés de s'engager commercialement dans la production et l'exportation du pétrole de la région ; enfin, ils ont cherché à réduire la dépendance future vis à vis du pétrole du golfe persique se rapprochant donc d'une nouvelle forme d'endiguement de la Russie, données qui ont contribué à l'anti-américanisme iranien concomitant à la révolution de 1979.

Les contentieux entre les deux pays sont lourds et multiples :- l'embargo direct des exportations américaines vers l'Iran, - la promulgation récente, en mars 2000, de l'Iran Non Prolifération Act, à portée extra-territoriale, visant à entraver la coopération nucléaire russo-iranienne, ont compliqué encore les rapports entre les deux pays. La relation conflictuelle avec les USA est si profondément ancrée parmi les responsables iraniens- en particulier les conservateurs- , que tout geste d'ouverture ou d'apaisement à l'égard des Etats-Unis qui pourrait émaner du président de la république fait l'objet de réactions particulièrement vives.

Malgré la diminution de la dette de la Russie et de l'Iran envers le FMI, beaucoup de spécialistes se disent pourtant confiants que les puissances (les USA et la Russie) sont et seront prêtes à travailler ensemble face aux problèmes les plus pressants, comme le terrorisme ou les armes de destruction massive.

2.4 Normalisation Etats-Unis - Iran - Occident

Le 9 janvier 1998, le président Khatami avait appelé à ce « dialogue des peuples », en réponse au livre de Samuel Huntington, le choc des civilisations¹. Dans la même lancée, un officiel se dit encouragé par les changements à Téhéran, et affirme avec force : Monsieur Khatami est la meilleure chance que les Etats-Unis aient eue depuis longtemps.

Aux USA, la peste de l'Iran, en 1979, reste un terrible traumatisme. Dans un

adjoint pour les affaires proches-orientales entre 1990 et 1993, le problème est de faire des ouvertures sans susciter de réactions négatives des durs du régime.

Adopté par le congrès américains en 1996, l'Iran-Libya sanctions Act (Ilsa) avait soulevé une opposition résolue dans le monde entier, notamment en Europe. Ce texte permettait en effet à la Maison Blanche de prendre des sanctions contre des sociétés étrangères qui investiraient plus de 20 millions de dollars par an dans le secteur énergétique libyen ou iraniens². Cette politique d'isolement de l'Iran a été plutôt un échec pour les Etats-Unis.

Des compagnies multinationales, entre autres européennes et russes, ont violé l'embargo imposé à Téhéran et se réservées des transactions lucratives ainsi qu'une place de choix dans l'ensemble de ces marchés. Les désaccords politiques entre l'UE et les USA ont finalement incité Washington à adopter une nouvelle politique en Iran . Les lobbies des producteurs américains d'énergie ont exercé des pressions pour un processus de réconciliation fondé sur « un nombre important d'intérêts communs ». La décision prise par Washington en avril 1999 d'autoriser les ventes de produits alimentaires et de médicaments a été le premier signe d'un allègement des sanctions à l'égard de l'Iran.

Enfin, la Secrétaire d'Etat américain , Mme Albright, dans une intervention prononcée début 2000 devant l'Asian Society, a exprimé l'intention des USA de rétablir des relations bilatérales normales avec l'Iran . Au lendemain du premier tour des élections législatives, elle a annoncé des assouplissement des sanctions économiques et émit le souhait USA de régler la question des avoir iraniens gelés. Ce geste d'ouverture a été accueillie favorablement à Téhéran.

A Moscou, ce rapprochement de l'Iran à l'Occident est suivi avec un mélange d'ironie et exaspération. – La Russie a en mémoire les critiques américaines à l'égard du programme nucléaire civil iranien – D'autre part, la Russie toute seule au programme

CONCLUSION

Malgré certains facteurs négatifs, le niveau de coopération et d'interdépendance économique a conduit les deux empires russe et iranien à faire preuve de retenue et à prendre en compte les intérêts de chacun dans les domaines politiques et militaro-stratégiques.

Au de l'Iran, les dirigeants russes attachent une grande importance aux perspectives du Proche-Orient à long terme et à la définition de ses futurs contours. A cet égard, la proposition émise par le ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, en marge de la réunion du comité, sur la création d'une organisation régionale de sécurité et de coopération revêt une signification particulière. Du point de vue de la Russie, la pierre angulaire d'une telle organisation devrait être l'engagement des pays concernés à renoncer à l'usage de la force et à résoudre les questions litigieuses par des moyens politiques. Le rôle des voisins de la Russie et de l'Iran sera déterminant dans la pérennité de l'équilibre régional, voire mondial. En effet, au delà des liens bilatéraux entre Moscou et Téhéran, chacun des pays de la zone a des objectifs qui affectent les autres : La Russie veut retrouver sa zone d'influence et renouer avec ses républiques d'hier, a des visées géopolitiques vers le sud, en direction de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ; la Turquie se considère comme le leader potentiel d'une communauté turcophone aux frontières très floues ; l'Iran, dont outre la modernisation et l'ouverture aux voisins, l'un des soucis est le renouveau et le rayonnement de l'islam en Asie centrale ; la Chine enfin, que les ressources énergétiques de la région attirent, et qui veut y avoir un accès direct hors du contrôle de Moscou.

D'autres pays ont leurs regards tournés vers cette région : le Pakistan qui veut exercer une influence politique en Afghanistan et profiter à terme de la construction de

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS

- ~ S. Jouri, "Le pragmatisme politique après la mort de Khomeini", Les cahiers de l'Orient, n° 18, 3e trimestre 1990.
- ~ M.Makinsky, Défense nationale, juin 1987 « Nous avons analysé ailleurs l'insertion du terrorisme et de la diplomatie dans la stratégie iranienne ».
- ~ P. Clawson, "La situation économique, prospective et politique", Les Cahiers de l'Orient, ° 18, 3e trimestre 1990.

JOURNAUX Français

- ~ Les pendaisons ne sont pas rares en Iran, Le Monde, 10 décembre 1991 et 12 juin 1992.
- ~ Le Monde, 3 janvier 1992.
- ~ Jean Gueyras, Le Monde, 27 décembre 1991.
- ~ Le Figaro, 2 janvier 1992.
- ~ Le Monde, 18 novembre 1991.

REVUES ETRANGERES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
1 L'IRAN APRES L'EFFONDREMENT DE L'UNION SOVIETIQUE.....	5
1.1 NOUVELLES DONNEES STRATEGIQUES.....	7
1.2 STABILITE DANS LE GOLFE PERSIQUE.....	
1.3 VERS UN TRIANGLE STRATEGIQUE : IRAN- TURQUIE- PAKISTAN.....	
1.4 IRAN ET RESOLUTION DU CONFLIT AFGHAN.....	
2.ENJEUX CONTEMPORAINS.....	
2.1 RELATIONS ECONOMIQUES ET MILITAIRE.....	
2.2 RIVALITES AUTOUR DE LA CASPIENNE.....	
2.3 IRAN ENTRE MOSCOU ET WASHINGTON.....	
2.4 NORMALISATION : IRAN - ETATS-UNIS - L'OCCIDENT.....	